

INSERTIONS

S'adresser de 10 heures du matin à 2 heures
du soir, 46, rue Xaciel.
De 3 à 5 heures du soir rue Uruguay 26.

Toute la correspondance devra être dirigée
au Directeur.

Les manuscrits, insérés ou non, ne sont pas
rendus.

Téléphone «La Cooperativa» N.º 339.

Imprimé en los talleres de la Imp. LATINA.

COURRIER FRANCO-ORIENTAL

JOURNAL DU SOIR

Rédacteur en chef: J. G. Boron Dubard - Rédaction et Administration: rue URUGUAY 26.

ABONNEMENTS

	Montevideo	Campaña
Un mois	\$ 1.00	\$ 1.20
Trois mois	\$ 3.00	\$ 3.60
Six mois	\$ 5.50	\$ 6.60
Un an	\$ 10.00	\$ 12.00
Número du jour	\$ 0.05	
ancien	\$ 0.10	

Les abonnements partent du premier et de
quinze de chaque mois.

Les réductions pour semestres et années se
portent que sur souscriptions payées d'avance.

BULLETIN

18 Novembre 1898.

Les choses ont peu changé au cours de la quinzaine
écoulée. Dans le monde des affaires, le marasme conti-
nué; les conflits d'ambition, les rivalités personnelles, les
lutes sans grandeur et sans sincérité peut-être sont plus
que jamais à l'ordre du jour dans les milieux politiques.

Et il en sera sans doute ainsi pendant plusieurs mois en-
core, c'est à dire jusqu'au moment où l'on sortira enfin
des incertitudes d'un provisoire fortement sapé dans ses
appuis et notablement ébranlé dans sa popularité.

Menacé réellement, ou croyant l'être, par des conspi-
rations de parti ou des complots de caserne, le P. E. lais-
se percer des appréhensions, des inquiétudes, qui contri-
buent, bien plus peut-être que les menées de ses adver-
saires, à jeter le désarroi dans les esprits et à prolonger la
perplexité générale. Pas un jour presque ne s'écoule sans
qu'il y ait quelque chose de mis à pied d'une façon plus ou
moins dissimulée ou de brutalement destitué, dans le haut
personnel des bataillons ou dans celui des préfectures, et
ce branle-bas incessant donne à penser aux plus optimistes
qu'il y a réellement quelque chose qui craque dans l'or-
ganisme des pouvoirs constitués.

Comme pour donner plus de crédit à ces hypothèses
décourageantes, le P. E. a fait procéder, en outre, ces
jours passés, à l'arrestation d'un lieutenant-colonel M.
Riffaud, bien connu pour son opposition au gouverne-
ment provisoire, et quelques individus de bas étage qu'
on supposait stipendiés par lui pour travailler les case-
nes et y recruter des adhérents à une nouvelle tentati-
ve de sédition militaire. On ne compte plus les arresta-
tions de ce genre; elles se sont multipliées en effet et
continuent sans que, toutefois, jusqu'à présent du moins,
les enquêtes ordonnées ni les efforts du juge d'instruction
aient révélé rien de bien grave ni de bien sérieux.

Réels ou imaginaires, ces dangers de révolte n'en ont
pas moins eu pour résultat d'inquiéter la population des
départements en même temps que de paralyser dans la
capitale le mouvement général des transactions com-
merciales. On annonce, en effet, de plusieurs points de la
campagne, que, en prévision de nouveaux troubles,
nombre de propriétaires et d'éleveurs se préoccupent de
mettre leurs animaux à l'abri des *raffias* ou des réquisi-
tions qui sont de tradition en pareil cas dans le pays.

Un autre résultat, non moins déplorable, de cette si-
tuation insolite, a été que le gouvernement, en prévi-
sion d'attaques qu'il pourrait avoir à réprimer, s'est cru
dans l'obligation de renforcer ses cohortes par la création
de quelques compagnies urbaines et une augmentation
des cadres dans les régiments de cavalerie de ligne.

Pour faire face aux dépenses qui résulteraient de cet
accroissement de la force armée, le P. E. avait sollicité
du Conseil d'Etat l'autorisation de faire le nécessaire, —
formule un peu vague que la Commission du Budget a
très judicieusement conseillé de remplacer par un cré-
dit de deux cent mille piastres.

Les motifs allégués par l'Exécutif pour solliciter cette
demande de crédit sont explicites et méritent d'être re-
tenus. Ils mettent en pleine lumière les incertitudes, les
souds et les périls de la situation:

«Messieurs les ministres de l'Intérieur et de la Guerre
ayant fait savoir aux Commissions de l'Honorable Con-
seil que, en prévision de travaux subversifs des ennemis
de l'ordre et de la paix, qui s'ébauchent sur la fron-
tière et dont le Gouvernement était informé, on avait
résolu de renforcer les effectifs qui pouvaient être mena-
cés, et ordonné à cet effet que des Compagnies Ur-
baines seraient formées, en même temps qu'on augmen-
terait le personnel des Régiments de ligne et renforcerait
les polices, — dépenses extraordinaires sans doute mais
indispensables pour la sauvegarde d'intérêts aussi con-
sidérables que le sont ceux que représente la campagne,
laquelle ne peut prospérer et s'animer que sous la pro-
tection de la paix.»

Les crédits ainsi demandés et qui seront alloués par
le Conseil d'Etat, il n'en faut pas douter, grèveront-ils
sensiblement le Trésor Public? Le Pouvoir Exécutif assu-
re que non, car il se propose de réaliser sur d'autres cha-
pitres du budget des économies à peu près équiva-
lentes.

C'est assurément une disposition louable et qu'il con-
vient d'encourager. Il est peu probable toutefois que les
contribuables comptent beaucoup sur elle, l'expé-
rience ne leur ayant que trop appris combien fragiles
sont ces promesses et combien plus fréquent il est que
les crédits accordés restent insuffisants, les circonstan-
ces et les imprévus semblant se conjurer pour empê-
cher les économies projetées et surélever au contraire le
chiffre des dépenses.

Et c'est pourquoi, tout en reconnaissant avec le P. E.
qu'il est de la plus haute importance d'assurer la tran-
quillité publique et de préserver de toute commotion la
campagne et la ville, les gens d'affaires se demandent
s'il ne serait pas temps de chercher dans une politique
avisée de conciliation sincère et de vrai républicanisme
l'apaisement nécessaire et la sécurité qu'on n'a cru pou-
voir assurer jusqu'ici que par la multiplication des balon-
nettes.

De toute façon, il est regrettable que les dépenses ex-
traordinaires ainsi ordonnées soient venues atténuer la
satisfaction qu'on avait généralement éprouvée en appren-
nant, par la publication officielle du mouvement du Tré-
sor, que le chiffre des dépenses dont les élections sont
traditionnellement le signal, était resté réduit en octobre
dernier, malgré la proximité des comices, au minimum le
plus honnête, sur le papier tout au moins.

Entre temps, le Conseil d'Etat a eu à s'occuper d'un cas
ou plutôt d'une dénonciation de corruption parlementaire
qu'on a aussitôt désignée, dans les journaux, sous le nom
de Petit Panama.

Un monsieur Rowley, qui sollicitait des Pouvoirs Pu-
blics, l'autorisation d'établir sur un point de la côte, peu
éloigné du centre métropolitain, un embarcadere pour
animaux sur pied, a prétendu que sa pétition était en dan-
ger d'être rejetée parce qu'il s'était refusé à soulever un
membre du Conseil d'Etat qui disposait ou prétendait dis-
poser du vote d'un groupe dont l'appoint pouvait assurer
le vote ou le rejet de son affaire.

La dénonciation était formelle, et une carte de visite du
Conseiller inculpé ne laissait aucun doute, par les mots
qu'elle portait, sur des pourparlers tout au moins sus-
pects.

Une enquête a été ordonnée aussitôt par le Conseil d'
Etat, et dénonçant et dénoncé ont été entendus. Ce der-
nier a allégué pour sa défense que, si bien il avait accepté
en principe d'être le fondé de pouvoir ou l'agent de l'en-
treprise Rowley, moyennant une rétribution à convenir,
jamais il ne fut question de vendre son vote et moins encore
celui d'aucun de ses collègues, puisque, tout au contraire,
la première condition du contrat à intervenir eût été que le
conseiller devenu l'agent de l'entreprise s'abstiendrait
quand le moment de voter serait venu.

L'enquête est terminée et les procès-verbaux des séan-
ces tenues par les conseillers chargés d'y procéder ont
été publiés; mais le Conseil d'Etat ne s'est pas encore
réuni pour statuer sur les conclusions qui en décou-
lent.

L'agitation électorale bat son plein. Les groupes qui
ont assumé la tâche de diriger les électeurs pour arriver
à la constitution, par voie de libre et loyal scrutin, d'un
Sénat et d'une Chambre des Représentants dévoués à
la candidature présidentielle de M. Cuestas, multiplient
leurs efforts et il semble probable que le succès de
leurs combinaisons est assuré dans la Capitale et dans
la plupart des départements.

La chose ne va pas toutefois sans quelques maladres-
ses. C'est ainsi que le Comité Central du Parti Colora-
do, ou tout au moins de la fraction qui évolue dans l'or-
bite de M. Cuestas, a prétendu exiger des candidats qu'
elle patronne une déclaration préalable d'hommage lige
au président provisoire et de soumission absolue au pac-
te qui assure son élection pour la prochaine période
constitutionnelle.

Semblable exigence ne pouvait manquer de provo-
quer des résistances, et il s'en est produit jusque dans les
rangs des promoteurs de l'accord primitif dont M. Cues-
tas est appelé à profiter. Il n'est pas nécessaire d'avoir
un grand orgueil pour trouver blessant qu'une élection
ne semble due qu'à un compromis alors qu'on a la légi-
time ambition de ne figurer au Parlement qu'en vertu
de mérites certains et de popularité légitime.

La Direction Générale des douanes accuse pour le mois
d'octobre dernier les recettes suivantes:

Importation. (capitale) . . . \$ 500.885 08

Exportation. (capitale) . . . \$ 27.161 46

Imp. et Exp. (Départements) . . . \$ 40.000 00

Total \$ 658.046 54

Depuis 1899, c'est la plus faible recette totale qu'on
ait vue en octobre. Même en 1892, au milieu de la crise
intense qui régnait alors, la recette avait été de \$ 689.789.

L'an dernier, elle fut de \$ 851.510.

Il est impossible de ne pas voir dans cette constatation,
le résultat d'inquiétudes générales qui paralysent les
transactions de toutes sortes et restreignent à l'indispen-
sable la consommation de la plupart des familles.

A fin octobre dernier, les Banques d'émission accu-
saient la situation suivante.

Banque Italienne du Rio de la Plata:

Encaisse en effectif: \$ 1.130.879,37

Emission en circulation: \$ 683.870,00

Dépôts: \$ 6.832.265,74

Banque de Londres et du Rio de la Plata:

Existence en métallique: \$ 5.076.581

Billets d'autres banques: \$ 25.750

Emission en circulation: \$ 2.192.610

La Banque Hypothécaire de l'Uruguay a publié récem-
ment son mémoire annuel. Cet établissement continue à
lutter contre la situation difficile qui provient d'erreurs et
de mécomptes déjà anciens. Les actionnaires restent pri-
vés de dividendes, et il en résulte une dévalorisation fa-
cheuse des titres, mais le service des échéances et des titres
hypothécaires, s'est fait avec régularité. Si on pouvait
trouver et faire adopter une combinaison qui assurât aux
actionnaires un dividende, si minime fût-il, il n'est pas
douteux que l'on sortirait bientôt du chiffre si chétif de
13 auquel se colisent actuellement les actions de cette
institution.

Le marché d'importation n'a pas subi de modifications
sensibles. Plusieurs articles sont en baisse, mais la plu-
part se maintiennent dans le statu quo. Seuls les vins rou-
ges espagnols semblent avoir eu une tendance à la hausse.

EXPORTATION

Nous avons eu un bon mouvement d'affaires en produits
d'exportation durant la quinzaine sous revue.

Laines.—D'après les quantités déclarées il a été vendu
durant la dernière quinzaine 190 balles et nous restions
à cette époque avec un stock de 7500 balles.

D'après les affaires connues il faut voir nos cours com-
me suit:

le kilogramme

belles laines à extra . . . \$ 3.30/3.60 frs. 2.09/2.26

bonnes à belles laines mérinos . . . \$ 1.98/2.03

1.º qués 2.º . . . \$ 2.90/3 . . . \$ 1.86/1.92

bonnes laines mérinos 1.º qués 2.º . . . \$ 1.75/1.80

Idem idem 1.º 2.º suivant mérite . . . \$ 1.63/1.69

laines moyen id id . . . \$ 1.52/1.58

laines inférieures id id . . . \$ 1.35/1.40

agneaux, suivant mérite . . . \$ 1.40/1.60

ventres id id . . . \$ 1.00/1.12

Peaux de mouton.—Tant au marché qu'en barrique
il a été vendu environ 800 balles et nous restons avec un
stock déclaré de 200 balles.

D'après les affaires connues les cours pratiqués pour
les marchandises de bonnes provenances ont été les sui-
vants:

Les 100 kilos

1/2, 3/4 haute laine grands . . . \$ 0.228/0.230 fr. 152.80/153.95

borregos sains . . . \$ 0.198/0.200 > 137.85/139.

1/2, 3/4 haute laine à nerfs . . . \$ 0.198/0.200 > 138.15/139.30

défectueux . . . \$ 0.168/0.170 > 121.15/122.30

1/4 et 1/3 laine sains . . . \$ 0.168/0.170 > 121.15/122.30

1/4 et 1/3 laine, défectueux . . . \$ 0.135/0.140 > 102.35/105.25

et épidémies mauvai- . . . \$ 0.105/0.110 > 83.50/91.35

Saladeros.—Les abatages généraux, au 15 du courant,
se chiffrent par 27,300 animaux contre 17,200 en 1897,
50,600 en 1896 et 33,600 en 1895 à la même date.

Les saladeros de Montevideo avaient abattu, au 17 du
courant, 25,521 animaux contre 12,963 en 1897 et 24,154
en 1896 à la même époque.

Nous avons à signaler les ventes en cuirs de cette pro-
venance:

les 50 kilos

2000 bœufs Montevideo 31 1/4 ks. sous . . . \$ 17.50 fr. 59.25

sel fin Novembre . . . \$ 17.25 > 57.70

2500 id id id id fin Décembre . . . \$ 17.50 > 59.25

472 id id id id . . . \$ 17.50 > 59.25

1000 id id id id fin Novembre . . . \$ 17.50 > 59.25

2000 id id id id 20 Décembre . . . \$ 17.375 > 56.65

2000 id id id id 30 Novembre . . . \$ 17.375 > 59.65

2000 id id id id idem idem . . . \$ 17.50 > 59.25

2000 id id id id idem idem . . . \$ 17.50 > 59.25

2000 id id id id 20 Décembre . . . \$ 17.25 > 57.70

2000 id id id id 30 Novembre . . . \$ 18. > 60.80

3000 id Uruguay 30 ks fin Novembre . . . \$ 18. > 60.80

Maladeros.—Deux des établissements de Montevideo
ont vendu leur production de bœufs vaches des mois d'
Octobre, Novembre, Décembre à conditions et prix ré-
servés.

Suifs.—Il a été vendu: 300 bordelaises bœuf saladero
Montevideo à \$ 9.25 fr. 57.80 les 100 kil.

400/500 id id id, prix réservé.

200 id id id, \$ 9.15 fr. 57.45 les 100 kilos.

200 id id id, \$ 9.20 fr. 57.60 id id.

100 pipes id id id, \$ 9.10 fr. 57.30 id id.

200 bordelaises id id Uruguay, \$ 9.10 fr. 57.30 id id.

300 pipes id id id, \$ 9.00 fr. 57.00 id id.

Cuirs secs.—Notre marché est dans le plus grand cal-
me pour les sortes propres à l'Amérique du Nord.

D'après les quantités déclarées notre stock est de
90,000 cuirs de toutes sortes et il aurait été vendu 12,500
pièces.

Il faut voir nos cours comme suit:

Les 100 kilos

b et v américains sains . . . \$ 2.80/2.70 frs. 99.60/102.60

b et v américains desechos . . . \$ 2.185/2.285 > 81.25/84.25

marchandise ordi- . . . \$ 2.20/2.30 > 86.45/89.45

naire. . . \$ 2.10/2.20 > 81.25/84.25

b extra-lourds . . . \$ 2.85/ > 105.

veaux secs sains . . . \$ 2.85/ > 105.

se desec. . . \$ 2.30 > 88.95

Agneaux morts-nés.—Ont donné lieu à quelques affai-
res à prix tenus secrets.

Crisins.—Nous restons avec un stock d'une vingtaine
de balles après des ventes s'élevant à 47 balles traitées
aux prix suivants:

les 100 kilos

cheval mélangé sui- . . . \$ 4.15/4.30 frs. 141.30/145.20

quant de bœuf non . . . \$ 4.05/4.10 > 138.40/139.85

lavées. . . \$ 4.05/4.10 > 138.40/139.85

Plumes d'autruche.—Sans changements.

Cornes.—Sans affaires connues.

Cendres, et os de saladeros.—Sans affaires.

REVUE FINANCIERE

La Bourse du 17 du courant a clôturé comme suit:

Deute Consolidée . . . 40.90 o/o comptant

Emprunt extraordinaire de 1897 . . . 52.10 > >

Deute Certificats du Trésor . . . 49.50 > >

Deute interior unificada . . . 43.80 > >

Actions Banque Hypothécaire de

l'Uruguay . . . 13.20 > >

Cédules Hypothécaires, serie A. . . 39.00 > >

Nous cotons comme suit les valeurs qui ont donné
lieu à des transactions avant le 16 du courant:

Deute Diferida . . . 14.50 o/o comptant

de liquidation . . . 70.00 > >

Italienne . . . 99.80 > >

Espagnole . . . 90.00 > >

Actions Tranway Union y Maroñas . . . 85.00 > >

Compagnie Immobilière . . . 4.00 > >

Banco Comercial . . . 117.00 > >

Banco Italiano del Uruguay . . . 53.00 > >

Banco de España y Rio de

la Plata. . . 33.00 > >

Banco Transatlantico . . . 0.70 > >

Crédito R. Uruguayo . . . 13.50 > >

Teatro Solís . . . 45.00 > >

Obligations Brasseur Uruguayo. . . 102.00 > >

Cédules Hypothécaires, serie B. . . 39.50 > >

Titres II. de l'Uruguay S. C. y D. . . 39.50 > >

S. C. y D. . . 55.00 > >

La mission Marchand

CHANGEMENT D'ITINÉRAIRE.—LE TRANS-
PORT D'UNE PLOTTE.—LES DIFFICULTÉS.
—LES RECONNAISSANCES DU COMMAN-
DANT MARCHAND.—RENCONTRE D'UN
VIEUX TIRAILLEUR.—UNE LETTRE.—LES
SUPPLICES DE LA FAIM, TRIOMPHE!

Paris, 17 octobre.

Le «Bulletin du comité de l'Afrique
française» donne d'intéressants détails
sur la marche de Marchand du 1er mai
1897 au mois d'avril 1898, les difficul-
tés sans nombre qu'il rencontra et les
gigantesques efforts qu'il multiplia
pour les vaincre.

C'est à Kouango qu'il reçut avis de
M. Liotard de prendre la route de
Tambourah au lieu de celle de Dem-
Ziber. Marchand, craignant d'être trop
longtemps arrêté par les 500 kilomè-
tres de marécages du Bahr-el-Ghazal
et d'aboutir à Meschra-er-Rek, à un
véritable cul-de-sac, résolut de trans-
porter du fleuve M. Bamou, apparte-
nant au bassin du Congo, dans le Bahr-
el-Ghazal, affluent du Nil, toute sa flot-
te; c'était un travail gigantesque et
ses compagnons le considéraient com-
me irréalisable; on l'entreprit poutant.

Il fallait d'abord suivre la vallée du
M'Bomou, crevé de barrages, de rapids
et de chutes, le cours inférieur de
ce fleuve était regardé comme absolu-
ment impropre à la navigation; quant
au cours supérieur il n'avait jamais été
reconnu. En vingt-jours on exécuta
l'hydrographie du cours inférieur, il y
avait treize-quatre chutes dont quatre
grandes, chacune d'elles fut tournée;
par des routes de dix mètres de lar-
geur, établies avec des glissières en
troncs d'arbres, la flotille remontait les
biefs et à chaque chute était traînée à
terre-avec des cordages auxquels étaient
attelés 1.800 hommes.

Le 20 juin, on arrivait au cours su-
périeur, si le bassin n'était pas navi-
gable c'était 700 kilomètres à faire à
travers ravins et forêts; heureusement
on trouva un bief splendide de 800 ki-
lomètres et suivant le M. Bomou, puis
son

